

Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres

Paris, 1^{er}-2 juin 2016

DÉCLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ AU SERVICE DE LA CROISSANCE

**Déclaration sur le renforcement
de la productivité au service
de la croissance inclusive**

NOUS, MINISTRES ET REPRÉSENTANTS de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Chili, de la Colombie, de la Corée, du Costa Rica, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République slovaque, de la République tchèque, du Royaume-Uni, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse et de la Turquie :

CONSIDÉRANT QUE :

1. Dans un contexte de croissance mondiale faible, les pouvoirs publics sont souvent confrontés aux problèmes du ralentissement de la croissance de la productivité et du creusement des inégalités des revenus et des chances.
2. Certaines des causes du ralentissement de la productivité peuvent aussi accentuer les inégalités.
3. Nous devons trouver les moyens de tirer parti des progrès technologiques et de l'innovation pour stimuler la croissance de la productivité dans tous les secteurs de l'économie, et faire en sorte que cela se traduise par des gains de bien-être largement partagés.
4. Nous reconnaissons la nécessité de stimuler les échanges et l'investissement pour favoriser la productivité et une croissance inclusive et durable.
5. Nous avons besoin de travaux plus approfondis pour affiner notre compréhension des causes du ralentissement de la croissance de la productivité et de leurs liens possibles avec le creusement des inégalités des revenus et des chances.

DÉCLARONS que nous :

1. SOUTENONS les travaux de l'OCDE visant à mieux comprendre les ressorts microéconomiques et macroéconomiques de la croissance de la productivité au niveau agrégé et les liens qui pourraient exister entre la productivité des entreprises, la répartition des ressources et les inégalités grandissantes des revenus et des chances.
2. APPELONS l'OCDE à :
 - IDENTIFIER les politiques à même de stimuler la croissance de la productivité tout en prenant en compte leur éventuel impact sur l'inclusivité et la durabilité de la croissance, en favorisant les synergies et en mettant en évidence les interactions possibles.
 - APPROFONDIR notre compréhension des relations entre compétences, productivité et croissance inclusive.
 - ANALYSER les politiques permettant de tirer au mieux parti de la montée en puissance du numérique dans l'économie et la société, et à en évaluer les effets sur la productivité et sur l'inclusivité de la croissance à court et à long terme.
 - PROMOUVOIR des mesures visant à garantir aux entreprises des conditions de concurrence équitables en évaluant les facteurs qui influent sur le bon fonctionnement des marchés et sur les conditions d'entrée et de sortie sur des marchés spécifiques ; y compris les mesures concernant l'aide à la R-D, la réglementation, les obstacles aux échanges et à l'investissement étranger, la concurrence et la fiscalité.

- POURSUIVRE LA RÉFLEXION sur la contribution du secteur public à la productivité.
 - POURSUIVRE les travaux en vue d'améliorer la mesure de la productivité des secteurs public et privé.
3. ŒUVRERONS à favoriser le dynamisme de l'environnement des entreprises et l'inclusivité du marché du travail en vue de renforcer la croissance de la productivité et de réduire les inégalités, tout en reconnaissant les bienfaits du dialogue social.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

